

BRUSSELS OFFICE WHISTLEBLOWING NOTICE

Latham & Watkins is committed to conducting our business with honesty and integrity, and maintaining high standards. However, we are aware that we face the risk of things going wrong from time to time. A culture of openness and accountability is essential in order to prevent such situations occurring or to address them when they do occur.

EU Whistleblowing Directive 2019/1937 (the "Directive") is designed to encourage and protect individuals who report breaches of EU law. The Directive requires EU Member States to transpose national legislation to provide whistleblowers with effective channels to report information about a wrongdoing. In Belgium, the local legislation is the Whistleblower Act (the Act of 28 November 2022 on the protection of whistleblowers of breaches of Union or national law within a legal entity in the private sector).

WHAT IS WHISTLEBLOWING?

"Whistleblowing" is the disclosure of information which relates to suspected wrongdoing or dangers at work. This may include, but is not limited to:

- Criminal activity, particularly any concerns around corruption and bribery, anti-money laundering and terrorist financing
- Miscarriages of justice
- Danger to health and safety
- Damage to the environment
- Failure to comply with any applicable legal or professional obligations or regulatory requirements
- Financial fraud or mismanagement
- Breach of consumer protection legislation
- Breach of data privacy legislation
- negligence
- Breach of any internal Latham policies and procedures
- Conduct likely to damage our reputation
- Public procurement
- Unauthorised disclosure of confidential information
- The deliberate concealment of any of the above matters

A "whistleblower" is a person who raises a concern relating to any of the above, or any other wrongdoing. The whistleblower must have a reasonable ground for the concern (which can be minor or serious) at the time of making the report (i.e. the report must be made in good faith) but if the whistleblower is later shown to be mistaken, they will not suffer any retaliation.

WHO CAN WHISTLEBLOW?

A whistleblowing concern can be raised by job applicants, former employees, suppliers, contractors and sub-contractors and any person who works for or under the supervision or direction of a supplier, contractor or subcontractor.

Where applicable, partners, associates, counsel and staff of Latham & Watkins should follow internal procedures for making a whistleblowing report.

RAISING A WHISTLEBLOWING CONCERN – REPORTING A BREACH

You can report a whistleblowing concern by email: LWWhistleblowingAdmin@lw.com

You are entitled to report a breach anonymously by using an unidentifiable email address.

PRIVACY

Please note that we will retain personal data in accordance with the firm's retention policies and applicable law. Our [Client and Third Party Privacy Notice](#) sets out how the firm may use your personal information, the rights you have and other relevant information. If you have any questions, please contact Latham's Global Data Privacy Office at Globaldpo@lw.com.

INVESTIGATION AND OUTCOME

Once you have raised a concern, the relevant personnel will acknowledge receipt within seven days.

We will aim to keep you informed of the progress of the investigation and its likely timescale. However, sometimes the need for confidentiality may prevent us giving you specific details of the investigation or any disciplinary action taken as a result. You should treat any information about the investigation as confidential. In any event, any whistleblowing concern will be promptly investigated and the whistleblower will receive an update within three months.

PROTECTION AND SUPPORT FOR WHISTLEBLOWERS

Whistleblowers are sometimes worried about possible repercussions. You must not suffer any retaliation or detrimental treatment as a result of raising a concern in good faith. We aim to encourage openness and will support anyone who raises genuine concerns under this notice, even if they turn out to be mistaken.

NOTICE EN MATIERE DE SIGNALEMENT – BUREAU DE BRUXELLES

Latham & Watkins s'engage à mener ses activités avec honnêteté et intégrité et à maintenir des normes élevées. Toutefois, nous sommes conscients du risque que les choses tournent mal de temps à autre. Une culture d'ouverture et de responsabilité est essentielle pour éviter que de telles situations ne se produisent ou pour y remédier lorsqu'elles se produisent.

La Directive européenne 2019/1937 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union (la "Directive") vise à encourager et à protéger les personnes qui signalent des violations du droit de l'UE. La Directive exige d'être transposée dans la législation nationale de chaque Etat Membre afin d'offrir aux lanceurs d'alerte des canaux efficaces pour signaler des informations sur un acte répréhensible. En Belgique, la législation locale est la loi du 28 novembre 2022 sur la protection des personnes qui signalent des violations au droit de l'Union ou au droit national constatées au sein d'une entité juridique du secteur privé.

QU'EST-CE QUE LE SIGNALEMENT ?

Le « signalement » est la divulgation d'informations relatives à des suspicions d'actes répréhensibles ou de dangers au travail. Il peut s'agir, entre autres, des éléments suivants :

- Les activités criminelles, en particulier les préoccupations liées à la corruption, au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme
- Les erreurs judiciaires
- Les risques pour la santé et la sécurité
- Les dommages causés à l'environnement
- Le non-respect de toute obligation légale ou professionnelle applicable ou de toute exigence réglementaire
- La fraude financière ou la mauvaise gestion
- La violation de la législation sur la protection des consommateurs
- La violation de la législation sur la confidentialité des données
- La négligence
- La violation des politiques et procédures internes de Latham
- Une conduite susceptible de nuire à notre réputation
- Les marchés publics
- La divulgation non autorisée d'informations confidentielles
- La dissimulation délibérée de l'une des questions susmentionnées

Un « auteur de signalement » est une personne qui fait part de ses inquiétudes concernant l'un des éléments susmentionnés ou tout autre acte répréhensible. L'auteur de signalement doit avoir un motif raisonnable de s'inquiéter (qui peut être mineur ou grave) au moment où il fait son rapport (c'est-à-dire que le rapport doit être fait de bonne foi), mais s'il s'avère par la suite que l'auteur de signalement s'est trompé, il/elle ne subira pas de représailles.

QUI PEUT EFFECTUER UN SIGNALEMENT ?

Peuvent effectuer un signalement dans le cadre de cette notice les candidats à l'emploi, les anciens employés, les fournisseurs, les contractants et les sous-traitants, ainsi que toute personne travaillant sous la supervision ou la direction d'un fournisseur, contractant ou sous-traitant.

Le cas échéant, les associés, collaborateurs, conseils et membres du personnel de Latham & Watkins souhaitant effectuer un signalement sont invités à le faire dans le cadre de la procédure interne du cabinet.

PROCEDER A UN SIGNALEMENT - SIGNALER UNE INFRACTION

Vous pouvez effectuer un signalement par email à l'adresse suivante : LWWWhistleblowingAdmin@lw.com

Vous pouvez signaler une infraction de manière anonyme en envoyant votre signalement depuis une adresse email ne permettant pas de vous identifier.

PROTECTION DES DONNEES

Nous conserverons les données à caractère personnel conformément aux politiques de conservation internes de la firme et à la loi applicable. Notre [Notice d'information relative au traitement des données clients et des tiers](#) récapitule, entre autres, les droits des personnes concernées quant à leurs données à caractère personnel et la manière dont le cabinet est susceptible d'utiliser ces données. En cas de question, vous pouvez contacter notre équipe Global Data Privacy Office, responsable de la protection des données, à l'adresse email Globaldpo@lw.com.

ENQUETE ET RESULTATS

Une fois que vous avez émis votre signalement, nous en accusons réception dans un délai de sept jours.

Nous nous efforcerons de vous tenir informé de l'avancement de l'enquête et de son calendrier probable. Cependant, le besoin de confidentialité peut parfois empêcher de vous donner des détails spécifiques sur l'enquête ou sur toute mesure disciplinaire prise à la suite de celle-ci. Vous devez traiter toute information relative à l'enquête de manière confidentielle. En tout état de cause, tout signalement fera l'objet d'une enquête rapide et l'auteur du signalement recevra une mise à jour dans les trois mois.

PROTECTION ET SOUTIEN DES AUTEURS DE SIGNALEMENT

Les auteurs de signalement s'inquiètent parfois des répercussions possibles. Vous ne devez pas subir de représailles ou de traitement préjudiciable pour avoir émis un signalement de bonne foi. Nous visons à encourager la transparence et nous vous soutiendrons si vous soulevez des préoccupations sincères dans le cadre de cette politique, même si celles-ci s'avèrent erronées.

KLOKKENLUIDERSBELEID KANTOOR BRUSSEL

Latham & Watkins hanteert hoge standaardnormen en is vastbesloten om op een eerlijke en integere manier te handelen. We zijn ons er echter van bewust dat we het risico lopen dat er af en toe iets mis kan gaan. Een cultuur van openheid en verantwoording is essentieel om dergelijke situaties te voorkomen of aan te pakken als ze zich voordoen.

De EU-klokkenluidersrichtlijn 2019/1937 (de "Richtlijn") is bedoeld om personen aan te moedigen om schendingen van de EU-wetgeving te melden, en te beschermen. De Richtlijn vereist dat EU-lidstaten nationale wetgeving omzetten om klokkenluiders effectieve kanalen te bieden om informatie over wangedrag te kunnen melden. De toepasselijke wetgeving in België is de Klokkenluiderswet (de Wet van 28 november 2022 betreffende de bescherming van klokkenluiders van inbreuken op de wetgeving van de Unie of de nationale wetgeving binnen een juridische entiteit in de privésector).

WAT IS KLOKKENLUIDEN?

"Klokkenluiden" is het melden van informatie die betrekking heeft op vermoedelijk wangedrag of gevaren op het werk. Dit omvat, maar is niet beperkt tot:

- Criminele activiteiten, in het bijzonder corruptie en omkoping, anti-witwaspraktijken en het financieren van terrorisme
- Gerechtelijke dwalingen
- Gevaar voor volksgezondheid en veiligheid
- Schade aan het milieu
- Het niet naleven van toepasselijke wettelijke of professionele verplichtingen of wettelijke vereisten
- Financiële fraude of wanbeheer
- Schending van de wetgeving inzake consumentenbescherming
- Inbreuk op de wetgeving inzake gegevensbescherming
- Nalatigheid
- Schending van interne beleidslijnen en procedures van Latham;
- Gedrag dat onze reputatie kan schaden
- Overheidsopdrachten
- Ongeoorloofde openbaarmaking van vertrouwelijke informatie
- Het opzettelijk verbergen van een van de bovenstaande zaken

Een "klokkenluider" is een persoon die melding maakt van een van de bovenstaande of andere inbreuken. De klokkenluider moet een redelijk vermoeden hebben (die klein of ernstig kan zijn) op het moment van de melding (d.w.z. de melding moet te goeder trouw worden gedaan), maar als later blijkt dat de klokkenluider zich vergist, zal hij/zij geen vergelding ondervinden.

WIE MAG KLOKKENLUIDEN?

Een inbreuk kan worden gemeld door een sollicitant, voormalige werknemers, leveranciers, aannemers en onderaannemers en iedereen die werkt voor of onder toezicht of onder leiding van een leverancier, aannemer of onderaannemer.

Indien van toepassing, maken partners, medewerkers, counsels, en personeelsleden van Latham & Watkins best gebruik van de interne procedures bij het melden van een klokkenluidersrapport.

KLOKKENLUIDEN - EEN OVERTREDING MELDEN

U kunt een melding maken via email: LWWhistleblowingAdmin@lw.com

U hebt het recht om een inbreuk anoniem te melden via een niet-identificeerbaar e-mailadres.

PRIVACY

Betreffende uw privacy, houd er rekening mee dat we uw persoonsgegevens zullen bewaren in overeenstemming met het gegevensretentiebeleid van het kantoor en de toepasselijke wetgeving. Onze [Client and Third Party Privacy Notice](#) duidt hoe het bedrijf uw persoonlijke gegevens kan gebruiken, welke rechten u hebt en andere relevante informatie. Mocht u vragen hebben dan kunt u contact opnemen met het Global Data Privacy Office via Globaldpo@lw.com.

ONDERZOEK EN BEVINDINGEN

Zodra u een melding heeft gemaakt, bevestigt het kantoor van de General Counsel ontvangst binnen zeven dagen.

We streven ernaar u op de hoogte te houden over de voortgang van het onderzoek en het verwachte tijdsverloop. Desondanks kan de noodzaak van vertrouwelijkheid ons echter verhinderen om u specifieke details te geven over het onderzoek of eventuele disciplinaire maatregelen die als gevolg daarvan worden genomen. U dient alle informatie over het onderzoek vertrouwelijk te behandelen. In elk geval zal elke melding snel worden onderzocht en zal de klokkenluider binnen drie maanden een update ontvangen.

BESCHERMING EN ONDERSTEUNING VOOR KLOKKENLUIDERS

Klokkenluiders maken zich soms zorgen over mogelijke vergeldingen. U mag geen vergelding of nadelige behandeling ondervinden als gevolg van het te goeder trouw melden van een bezorgdheid. We streven ernaar om openheid aan te moedigen en zullen personeel dat oprechte bezorgdheden uit onder deze beleidsverklaring te ondersteunen, zelfs als blijkt dat ze zich vergist hebben.